



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

1/5

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale de
l'environnement, de
l'aménagement et du logement

UNITÉ TERRITORIALE DU
LITTORAL

Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Affaire suivie par :

Luc BALLENGHIEN

Tél : 03 28 23 81 60

Fax : 03 28 65 59 45

Luc.ballenghien@developpement-durable.gouv.fr

Gravelines, le 23 JAN. 2012

**RAPPORT DE VISITE
D'INSPECTION**

N° S3IC : 70 600

Equipe : G3

Type d'établissement : A

Type d'inspection : approfondie

- Date de la visite d'inspection : 30/09/2014 et 3/11/2014
- Raison sociale : REDSTONE INVEST C (SCI)
- Adresse du siège social : 19 rue de la Paix
75002 PARIS
- Adresse de l'établissement : Route des Caraïbes, Port rapide Ouest
59279 Loon-Plage
- Activité : Entreposage
- Personnes rencontrées : Monsieur Heimburger : Directeur du site
Monsieur Pierru : Responsable d'exploitation
- Nombre d'employés : 17 personnes
- Inspecteurs des IC : Luc BALLENGHIEN - Technicien Supérieur en Chef de
l'Economie et de l'Industrie.

SOMMAIRE

- 1 – Objet de la visite d'inspection
- 2 – Présentation de l'établissement
- 3 – Résultats de la visite d'inspection
- 4 – Conclusions
- 5 – Suites administratives et pénales

ANNEXES

- 1 – Grille d'inspection
- 2 – Lettre de suite à l'exploitant
- 3 – Projet d'arrêté de mise en demeure

1. OBJET DE LA VISITE D'INSPECTION :

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan annuel des visites courantes de la DREAL au titre de l'année 2014.

Le contrôle du 30/09/2014 est inopiné. Celui du 3/11/2014 a été programmé.

La visite porte sur le contrôle de la situation administrative du site et sur certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28/12/2000.

2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT :

La société REDSTONE INVEST C exploite un entrepôt constitué de 4 cellules sur la commune de LOON- PLAGE en zone portuaire. Deux bâtiments appelés « rouge » et « bleu » sont présents.

Par courrier en date du 11/04/2011, la société REDSTONE INVEST C a indiqué avoir confié la gestion administrative et technique du bâtiment à la société Hayter International, 264 rue du Faubourg St. Honoré, 75008 PARIS.

Les installations sont réglementées par un arrêté préfectoral en date du 28/12/2000 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de polymères visée par la rubrique 2662-1. La société SCI REDSTONE INVEST C exploite également des installations soumises à enregistrement au titre des rubriques 1510-2, 1530-2, 1532-2, 2663-1-b, 2663-2-b et deux installations soumises à déclaration au titre des rubriques 1432-2-b et 2925.

La dernière inspection, en date du 14/03/2008, avait donné lieu à un arrêté de mise en demeure en date du 04/06/2008.

3. RESULTATS DE LA VISITE D'INSPECTION :

L'ensemble des prescriptions techniques examinées, ainsi que les résultats de la vérification figurent dans le tableau de visite d'inspection en annexe 1.

Trois cellules sont occupées depuis le 29/08/2014 par la société LOGISTIQUE DUNKERQUE. Deux cellules dans le bâtiment « rouge », une cellule dans le bâtiment « bleu ». La société LOGISTIQUE DUNKERQUE indique que la société REDSTONE INVEST C reste l'exploitant de l'ensemble du site.

Monsieur Heimbürger, directeur du site, n'était pas présent le 30/09/2014.

La visite d'inspection du 30/09/2014 a révélé les non conformités importantes suivantes

- **organisation du stockage en masse ne respecte pas la surface au sol maximale de 250 m². Des allées entre les paletiers sont inaccessibles en raison de leur encombrement. Par endroit le marquage au sol est presque effacé;**
- **volume de confinement disponible sur site non justifié. L'exploitant n'a pas connaissance d'une maintenance annuelle des vannes d'isolement des réseaux;**
- **présence de liquides inflammables en dehors du local spécifique « liquides inflammables »;**
- **présence de matières dangereuses dont le stockage n'est pas autorisé sur site (peroxyde organique de type D,...);**
- **présence de matières combustibles non classifiées dangereuses dans le local spécifique « liquides inflammables »;**
- **l'accès aux installations était libre le jour de la visite d'inspection, la porte étant restée ouverte. Absence de procédure relative à la surveillance des accès au site;**

- les risques chimiques des produits stockés ne sont pas signalés par des panneaux et étiquettes réglementaires;
- les zones dans lesquelles la délivrance d'un permis de feu est obligatoire préalablement au démarrage des travaux ne sont pas connues du responsable d'exploitation. L'existence d'une procédure de permis de feu n'est pas connue du responsable d'exploitation.

Une seconde visite du site a eu lieu le 3 novembre 2014. Lors de cette visite il a été constaté :

- le respect des surfaces de stockage au sol maximales de 250 m²;
- la mise en place d'affichage au niveau des portes des deux locaux de stockage de liquides inflammables et d'aérosols,
- la présence de matières dangereuses non inflammables dans le local spécifique « liquides inflammables ». En revanche il n'y a ni stockage de fûts de peroxyde organique sur le site, ni stockage de liquides inflammables dans les cellules de stockage de matières combustibles,
- les allées ne sont plus encombrées.

Les documents suivants ont été remis par l'exploitant :

- copie du devis signé en date du 11/03/2014 relatif à la remise en état de la porte,
- copie du bon de vérification des installations de détection incendie des deux bâtiments en date du 28/10/2014. Un devis signé est également transmis pour le remplacement notamment de 2 détecteurs ioniques,
- copie du compte-rendu de vérification des portes coupe-feu en date du 11/03/2014 pour les deux bâtiments. Ce compte-rendu comporte des remarques. Un devis en date du 11/03/2014 signé le 16/04/2014 relatif à une demande de levée des observations a été fourni par l'exploitant,
- copie d'un devis signé demandant la remise en état de la porte d'entrée en date du 11/03/2014,
- copie du compte-rendu de vérification des commandes d'exutoires de fumée en date du 16/04/2014 pour le bâtiment « rouge » et le bâtiment « bleu »,
- copie du compte-rendu de vérification périodique des extincteurs en date du 13/05/2014,
- copie de la procédure d'accès au site. **Cette procédure n'est ni datée, ni validée,**
- copie de la procédure « permis de feu » qui indique que l'ensemble du site est concerné. **Cette procédure n'est ni datée, ni validée,**
- copie du plan de récolement du 21/05/2001,
- copie du bon de vérification de 16 RIA en date du 06/03/2014 et de la facture de remise en état le 29/04/2014 des RIA 7 et 16,
- copie du contrat signé le 6/11/2008 liant **MGF Logistique Dunkerque** et la société des Eaux du Nord relatif à l'entretien annuel des vannes de barrage. La société Logistique Dunkerque indique qu'il n'a pas été mis fin à ce contrat,
- copie des deux derniers formulaires « permis de feu » utilisés lors de travaux de meulage et sciage en date des 2/12/2013 et 6/12/2013. **Le donneur d'ordre est la société MGF Logistique.** Selon la société Logistique Dunkerque il n'y a pas eu de travaux nécessitant un permis de feu depuis le 29/08/2014,
- copie du rapport d'emportage témoignant du départ le 18/10/2014 des 4 bidons de peroxyde.

4. CONCLUSIONS :

L'exploitant s'est montré très coopératif lors des deux visites d'inspection.

Concernant les prescriptions visées par l'arrêté de mise en demeure du 4/06/2008, les prescriptions des articles 5.1.3 relatif à l'isolement des réseaux du milieu récepteur et 14.7.4 relatif à l'organisation du stockage sont aujourd'hui respectées. **L'exploitant ajoutera sur les vannes l'indication du sens de la manoeuvre.**

L'article 5.2 relatif au volume de confinement disponible est respecté sous réserve de la justification du calcul. Les relevés géomètres et un volume de confinement (2 X 872 m³) figurent sur le plan du 21/05/2001. **L'exploitant devra confirmer par le calcul les volumes annoncés.**

Il est nécessaire de procéder à la mise à jour du contrat relatif à l'entretien annuel des vannes de barrages. En effet, ce document au nom de MGF Logistique Dunkerque couvre trois sites d'exploitation dont aujourd'hui un seul est exploité par la société REDSTONE INVEST C.

Un interphone a été installé permettant d'actionner l'ouverture ou la fermeture de la porte d'accès au bâtiment. Cet interphone fonctionne correctement. **Néanmoins l'accès est parfois libre lorsque la porte ne se ferme pas complètement.** L'exploitant, qui a indiqué qu'en 2014 cette porte avait fait l'objet de deux réparations, est en cours de recherche d'une solution pérenne. **L'article 14.2.2 sera respectée dès que la porte sera réparée de façon durable.**

Dans l'attente, il n'est pas proposée de suites administratives concernant les articles 5.2 et 14.2.2.

Lors des deux visites il a été constaté la présence de matières dangereuses non inflammables dans le local aujourd'hui réservé aux stockage de liquides inflammables. Ceci n'est pas conforme à l'article 14.10 – stockage de liquides inflammables- qui précise que le stockage d'inflammable doit être réalisé dans une cellule spécifique. Ce point fera l'objet d'une proposition de mise en demeure.

L'exploitant vérifiera également l'absence de classement de la ligne d'emballage au titre de la rubrique 2661 de la nomenclature.

Il est rappelé à l'exploitant que tout détenteur de détecteur de fumée à chambre d'ionisation est soumis à des obligations réglementaires particulières. Dans le cas où le site en serait encore pourvu, l'exploitant consultera le site de l'INRS à l'adresse suivante : <http://www.inrs.fr/accueil/produits/mediatheque/doc/publications.html?refINRS=ED%204440> pour obtenir le détail de ses obligations.

Les suites, dont copie ci-jointe en annexe 2, ont été adressées à l'exploitant. Une copie du rapport a été transmise à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement.

5. SUITES ADMINISTRATIVES ET PENALES :

5.1 suites administratives :

Nous proposons à M. Le Préfet du Nord de mettre en demeure la SCI REDSTONE INVEST C, en application de l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28/12/2000 relatif à son établissement situé à LOON-PLAGE et ce, suivant les dispositions reprises dans le projet d'arrêté joint en annexe 3.

L'exploitant dispose d'un délai de 15 jours pour formuler ses observations comme indiqué dans la lettre de suite reprise en annexe 2.

5.2 suites pénales :

Néant.

L'inspecteur de l'Environnement,


Luc BALLENGHIEN

Vu et transmis avec avis conforme à :

- M. le Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais – Préfet du Département du Nord
Direction des Politiques Publiques – Bureau des ICPE

Gravelines, le **23 JAN. 2015**

P/ La Directrice par intérim et par délégation,
Le Chef de l'Unité Territoriale du Littoral,



David LEFRANC

TABLEAU DE VISITE D'INSPECTION

- Site concerné : REDSTONE INVEST C (SCI)
- Date de la visite d'inspection : 30/09/2014
- Inspecteurs : Luc BALLENGHIEN, Technicien Supérieur en Chef de l'Economie et de l'Industrie
- Référentiel : Arrêté Préfectoral du 28/12/2000, arrêté du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, arrêté préfectoral de mise en demeure du 4/06/2008.

PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES				CONSTATS REALISES LORS DE L'INSPECTION DU 14/03/2008	DOCUMENTS ET INFORMATIONS TRANSMIS PAR L'EXPLOITANT ANTERIEUREMENT A L'INSPECTION DU 27/05/2014 (courrier du 24/09/2008)	CONSTATS REALISES LORS DE L'INSPECTION DU 27/05/2014
Article 1.1 Activités autorisées						
Installation	Caractéristiques	Rubrique de classement	Classement			
Stockage de gaz inflammable liquéfié. zone aménagée de La quantité totale produits sous forme susceptible d'être de générateurs présente est inférieure d'aérosols, la quantité de gaz de propulsion ou égale à 6 tonnes.	Stockage dans une zone aménagée de produits sous forme de générateurs d'aérosols, la quantité de gaz de propulsion inflammable étant de 6 tonnes maximum.	1412-2	NC	Les stockages présents sont : - bobines de papier - scooters emballés - polyéthylène en bille, - jouets en plastique.		
Stockage en réservoirs de manufacturés liquides inflammables visés à la rubrique 1430. La quantité	Capacité équivalente totale comprise en tre 10 et 100 m³.	1432-2 b	D	Les matières combustibles stockées sur site sont très diverses. L'inventaire des produits stockés n'a pas été demandé excepté celui des matières dangereuses. 3 cellules sont réellement occupées sur les 4 que comporte l'entrepôt. La quatrième cellule ne comporte qu'un stockage réduit de matières combustibles. Le jour de la visite certaines allées étaient fortement encombrées. Les zones de préparations étaient saturées. Il a été constaté la mise en emballage sous plastique de		

totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence susceptible d'être présente est supérieure à 10 m ³ mais inférieure à 100 m ³ .					coffrets cadeaux à l'aide d'une ligne d'emballage. Selon l'exploitant, l'alimentation électrique de cette ligne est directement reliée à un disjoncteur. En raison de l'encombrement des allées, présence de matières combustibles à proximité de cette ligne. Il faut veiller à couper l'alimentation électrique en fin de journée à partir du disjoncteur dédié à cette installation et à éloigner les matières combustibles.
Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts. Le volume des entrepôts est supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 300 000 m ³ .	Quantité maximale stockée 18 000 tonnes. Deux bâtiments comprenant chacun deux cellules de volume unitaire de 48 593 m ³ . Volume total des 4 cellules : 194 332 m ³ .	1510-2	E		Présence de matières dangereuses non autorisées sur le site dont quelques bidons de peroxydes organiques de type D. Seuls les liquides inflammables visés par la rubrique 1430 et les aérosols sont autorisés sur le site. La présence des autres matières dangereuses n'est autorisée que pour les nécessités de l'exploitation.
Dépôt de papier, carton ou matériaux analogues y compris les produits finis conditionnés. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 20 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ .	Stockage d'un volume maximal de papier, bois et emballage de 40 500 m ³ . (*)	1530-2	E		
Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés. Le volume susceptible d'être stocké est supérieur à m ³ .	Stockage de produits manufacturés en bois. (*) ou matériaux combustibles analogues. Le volume maximal susceptible d'être stocké est de 40 500 m ³ .	1532-2	E		

20 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ .			
Stockage de polymères. Le volume susceptible d'être stocké est supérieur ou égal à 40 000 m ³ .	Stockage d'un volume maximal de 40 500 m ³ de polymères.	2662-1	A
Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de l'amasse totale unitaire est composé de polymères. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane	Le volume maximal stocké est de 40 500 m ³ de marchandises renfermant des plastiques à l'état alvéolaire ou expansé à l'exclusion de tous produits halogénés ou azotés.	2663-1-b	E
Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de l'amasse totale unitaire est composé de polymères. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 10 000 m ³ mais inférieur à 80 000 m ³ .	Le volume maximal stocké est de 40 500 m ³ de marchandises composées à plus de 50% en masse unitaire de plastiques du type polyester, polyéthylène, polypropylène, à l'exclusion des produits halogénés ou azotés.	2663-2-b	E
Atelier de charge d'accumulateur.	Deux ateliers de 15 chargeurs. La puissance total est de 150 kW.	2925	D

(*) : La somme des volumes stockés au titre des rubriques 1530 et 1532 ne doit pas dépasser les conditions initiales de l'autorisation à savoir 40 500 m³.	<p>ARTICLE 5.1 – Réseau de collecte (objet de la mise en demeure du 4/06/2008)</p> <p>...</p> <p>Les réseaux doivent pouvoir être isolés de leur milieu récepteur par un système à l'efficacité éprouvée (vanne guillotine par exemple)</p>	<p>Absence de système de déconnexion sur les réseaux d'eau pluviale de toitures et de voiries.</p> <p>Les eaux vannes étant infiltrées après traitement sur la zone ouest du site, il est demandé à l'exploitant de s'assurer qu'en cas d'incendie les eaux d'extinction ne puissent s'infiltrer via ce système d'assainissement.</p>	<p>Mise en place de deux vannes DN 400 mm avec volant de manoeuvre. Mise en place de deux panneaux « vanne coupure pompiers ».</p>	<p>Vu la présence d'une vanne à l'entrée du bassin d'infiltration dit « bassin bleu ». Un volant de manoeuvre est positionnée à l'extérieur. En cas de fermeture le risque d'infiltration est écarté. Vu le poteaux signalant la vanne. Absence d'indication du sens de la manoeuvre des vannes.</p>
<p>ARTICLE 5.2 – Bassin de confinement (objet de la mise en demeure du 4/06/2008)</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un bassin de confinement ou tout autre système présentant des garanties équivalentes. Le volume minimal à retenir est de 780 m³ par bâtiment.</p> <p>Les eaux doivent s'écouler dans ce bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident.</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance (tenir compte des périodes de gel), ils doivent être vérifiés annuellement.</p>	<p>Le volume de confinement disponible par bâtiment a été vérifié par l'exploitant. Ce volume (872 m³) est supérieur au volume minimal demandé.</p> <p>Transmettre le détail du calcul et les relevés géomètres.</p>	<p>Deux relevés géomètres ont été transmis. L'un est relatif à un bassin dit « bleu », l'autre à un bassin dit « rouge ». Ces relevés ne correspondent pas à la justification du volume disponible de 872 m³ mais justifient le volume de deux bassins d'infiltration.</p>	<p>Volume de confinement non justifié.</p>	<p>Information non connue du responsable d'exploitation.</p>

<p>ARTICLE 14.2.2 – Contrôle de l'accès (objet de la mise en demeure du 4/06/2008)</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations.</p> <p>...</p> <p>Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'établissement.</p>	<p>Accès libre aux installations.</p>	<p>Fin août 2008 ont été installés sur chaque entrée de bâtiment muni d'un interphone.</p>	<p>Le jour de la visite (inopinée) l'accès aux installations étaient libre, la porte d'entrée du bâtiment « rouge » étant restée ouverte. Après vérification il s'avère que l'état de la porte s'est détériorée et que le ferme-porte ne garantie plus une fermeture sécurisée. L'interphone a été testé. Il fonctionne correctement. La procédure n'a pas été créée.</p>
<p>ARTICLE 14.7.4 – Organisation du stockage (objet de la mise en demeure du 4/06/2008)</p> <p>Les stockages sont effectués de manière que toutes les issues et chemin de circulation soient dégagés.</p> <p>Les moyens de manutention fixes sont conçus pour ne pas gêner, en cas d'incendie, la fermeture des portes coupe-feu.</p> <p>Pour les marchandises entreposées en masse, les blocs sont délimités de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> – surface au sol maximale de 250 m². – hauteur maximale de stockage : 8 mètres; – espace minimal entre blocs et parois et entre blocs et structures : 0,8 mètre, – espace entre deux blocs : 1 mètre, – Espace minimal entre le sommet des blocs et la toiture : 0,9 mètre – chaque ensemble de quatre blocs est séparé d'autres blocs par des allées de 2 mètres. <p>En outre, des allées de circulation sont implantées dans chaque cellule de stockage.</p> <p>Toutefois, dans le cas d'un stockage par palettier, ces conditions ne sont pas applicables.</p>	<p>Dans la cellule 1, présence d'un stockage en masse sur une surface au sol supérieure à 250 m².</p> <p>Le marquage au sol doit être refait et respecté.</p>		<p>Certains marquages au sol sont presque effacés.</p> <p>Certains stockage en masse présente une surface au sol supérieure à 250 mètres carrés.</p> <p>Absence de stockage en vrac.</p>

Le stockage en vrac est interdit...		Absence de stockage le jour de l'inspection.		Présence de matières dangereuses autres qu'inflammable et de matières non dangereuses dans le local normalement spécifique au stockage de liquide inflammable. Présence de 4 fûts de liquide inflammable dans la cellule de stockage de matières combustibles.
ARTICLE 14.10 – Stockage de liquides inflammables Seuls des produits de consommation courante pourront être entreposés, tels que des cosmétiques, des liquides de nettoyage, le stockage de liquides particulièrement inflammables étant interdit. Ce stockage sera exploité dans une cellule spécifique isolée par des murs CF 2h et muni d'une porte CF 1h. Ce local doit être sous rétention et largement ventilé. Les installations électriques ainsi que les moyens de manutention doivent être de type anti-déflagrant. Le stockage est organisé en îlots de 20 m2, d'une hauteur maximale de 4 mètres.				Absence d'aérosols.
ARTICLE 14.11 – Stockage d'aérosols Les générateurs d'aérosols doivent être entreposés dans une zone dédiée, largement ventilée. Ils doivent être séparés de toute matière combustible par une distance minimum de 8 mètres. Ils sont entreposés à l'intérieur d'une enceinte jouant un rôle anti-missile en cas de sinistre. La hauteur maximale de stockage est fixée à 4 mètres, une distance d'au moins 5 mètres en projection horizontal de tout point bas ou piège dans lesquels peuvent s'accumuler des vapeurs inflammables est à respecter.				
ARTICLE 14.12 – Etiquetage Les risques chimiques des produits stockés et utilisés doivent être signalés par des panneaux et étiquettes réglementaires.				Non réalisé.
ARTICLE 14.3 – Permis de feu Dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, tous les travaux de réparation ou d'aménagement nécessitant l'emploi d'une flamme ou				Vu permis de feu délivrés en 2013. L'existence d'une procédure de permis de feu n'est pas

<p>d'une source chaude ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière.</p> <p>Le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommé désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de feu et la consigne particulière peuvent être établie soit par l'exploitant, soit par l'entreprise extérieure, mais doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommé désignées.</p>			<p>connue du responsable d'exploitation.</p> <p>Les zones dans lesquelles le permis de feu est applicable ne sont pas connues du responsable d'exploitation.</p>
<p>ARTICLE 15.4 Moyens de secours</p> <p>Un système de détection automatique des fumées doit être installé. Il dispose d'un report d'alarme centralisé. En dehors des heures d'occupation des locaux il est dirigé vers une personne ou un organisme d'astreinte, à qui il revient de prendre les mesures adéquates.</p>			<p>Le système existe et est opérationnel. Pas de dysfonctionnement signalé sur la centrale de détection.</p>
<p>ARTICLE 15.4.6 – Vérifications</p> <p>L'ensemble des moyens de secours doit être vérifié au moins une fois par an.</p> <p>Ces vérifications sont consignées sur un registre de sécurité tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>			<p>Vérification :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs les 14/02/2014 et 28/02/2014, - de la détection incendie et des portes coupe-feu le 11/03/2014, - des RIA le 06/03/2014.



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale de
l'environnement,
de l'aménagement et du logement

UNITE TERRITORIALE
DU LITTORAL
Rue du Pont de Pierre
BP 199
59 820 GRAVELINES

Affaire suivie par : Luc
BALLENGHIEN
Tél : 03 28 23 81 60
Fax : 03 28 65 59 45

luc.ballenghien@developpement-durable.gouv.fr

Gravelines, le 23 JAN. 2015

Le Directeur

à

Monsieur le Directeur
REDSTONE INVEST
19 rue de la Paix
75002 PARIS

OBJET : Visites d'inspection approfondie des 30/09/2014 et 3/11/2014 de l'établissement situé route des Caraïbes à LOON-PLAGE

P.J. : Rapport d'inspection

Monsieur le Directeur,

Les 30/09/2014 et 3/11/2014, une visite d'inspection de votre site d'exploitation situé Zone Industrielle Fluviale de Mardyck à LOON-PLAGE a été réalisée par nos services.

Vous trouverez en annexe à la présente le rapport reprenant les constatations qui résultent de cette inspection (les observations y figurent en gras).

L'inspection a notamment révélé le non respect des prescriptions de l'article 14-10 de votre arrêté d'autorisation d'exploiter du 28/12/2000.

Par conséquent, nous avons proposé à Monsieur le Préfet du Nord de prendre un arrêté de mise en demeure de respecter dans un délai de deux mois, cet article.

Je vous saurai gré de bien vouloir me préciser, sous quinze jours, les actions que vous allez mettre en place à la suite de cette inspection et les délais associés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

L'Inspecteur des Installations Classées,



Luc BALLENGHIEN

PROJET D'ARRETE DE MISE EN DEMEURE

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2000 autorisant la Société MAERSK ENTREPOT à exploiter une plate-forme logistique route des caraïbes – Port Rapide Ouest à LOON-PLAGE (59279);

Vu le récépissé de changement d'exploitant en date du 16 avril 2008 au profit de la SAS MGF LOGISTIQUE NORD;

Vu la déclaration de changement d'exploitant du 11 avril 2011 de la SCI REDSTONE INVEST C faisant connaître qu'elle succède à la société MGF LOGISTIQUE NORD dans l'exploitation d'entrepôts situés route des Caraïbes à LOON-PLAGE;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé

Considérant que lors des visites en date des 30/09/2014 et 3/11/2014, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- présence de matières dangereuses non inflammables dans le local spécifique « liquides inflammables »;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 14-10 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SCI REDSTONE INVEST C de respecter les dispositions de l'article 14-10 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais;

ARRETE :

Article 1 - La SCI REDSTONE INVEST C exploitant une plate-forme logistique sise route des Caraïbes sur la commune de LOON-PLAGE est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 14.10 de l'arrêté préfectoral du 28/12/2000 en faisant reprendre l'ensemble des produits dangereux non inflammables dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - le présent arrêté sera notifié à la SCI REDSTONE INVEST C et publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture
- Monsieur le Maire de la commune de LOON-PLAGE
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté